

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254
43 009 Le Puy-en-velay Cedex

Le Puy en Velay, le 02/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIERE DE NOUSTOULET SARL

NOUSTOULET
43260 Saint-Pierre-Eynac

Références : UID4243-MEA-024-0213
Code AIOT : 0005600937

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2024 dans l'établissement SABLIERE DE NOUSTOULET SARL implanté LA BRUGE 43260 Saint-Pierre-Eynac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est effectuée dans le cadre du plan de contrôle de la DREAL 2024. La dernière visite datait du 13 mars 2019 et relevait les non-conformités suivantes :

- les matériaux issus de la découverte sont stockés sur une hauteur supérieure à 2 mètres qui risque de compromettre leur valeur agronomique. Il avait été demandé, à mesure de la remise en état du site, de diminuer la hauteur du stock de matériaux de découverte et la limiter à 2 mètres.
- Après purge du front de taille, les talus résiduels présentent une hauteur évaluée supérieure à 8 mètres. Il avait été demandé, à mesure de l'extraction des matériaux, de remettre en conformité le front de taille,
- Le dernier plan d'exploitation n'est pas à jour, il date de novembre 2017. Le plan devait être mis à jour dans un délai d'un mois à réception du rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIERE DE NOUSTOULET SARL
- LA BRUGE 43260 Saint-Pierre-Eynac
- Code AIOT : 0005600937
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La sablière de Noustoulet, ouverte en 1973, est autorisée par arrêté du 16 janvier 2001 pour 20 ans et a obtenu une prolongation de 7 ans par arrêté du 29 mai 2019.

Le matériau est constitué de kaolin, quartz, felspath ; et permet l'approvisionnement en sable de maçonnerie, de mélange à béton, d'assainissement. Le gérant travaille seul sur site.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nature de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 1, 2, 16	Demande d'action corrective	3 mois
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 5-2, 5 -4, 6-1, 7, 21	Demande d'action corrective	Dans les meilleurs délais
5	Eaux	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 9-2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 3-1, 3-2, 3-3, 3-5	Sans objet
4	Risque accidentel	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 14, 15	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 11	Sans objet
7	Poussières	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le gérant travaille seul sur site, effectuée de l'extraction à la pelle, le travail est artisanal et l'activité est peu importante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 1, 2, 16
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE et évolution du site
Prescription contrôlée : Art 1 L'exploitant doit respecter les moyennes et les maximums d'activité prévus par son tableau de rubrique ICPE. 2510-1. CARRIERE : 30 000t/an max. 2515-1.BROYAGE,CONCASSAGE,CRIBLAGE : 50 kW. ART 16-1 Les garanties financières doivent être à jour.
Constats : Art 1. 2510-1. CARRIERE : l'exploitant extrait bien en deçà des volumes maximums prévus par son autorisation. Son activité est faible. 2515-1 : les installations ont été modifiées autour de 2010. La puissance installée est de 100 kW, l'exploitant demeure toujours à déclaration ICPE. l'exploitant dispose d'un projet d'extension et renouvellement de sa carrière. Il envisage la constitution d'un dossier dans les 2 ans à venir. ART 16-1. Les garanties financières ne sont plus à jour depuis le 18/04/23. L'exploitant doit absolument reconstituer ses garanties financières auprès de sa banque, sous 3 mois, et transmettre l'acte de caution à l'inspection. De plus, au vu du retard de phasage, il pourrait être opportun de procéder à une actualisation du montant des garanties financières pour les adapter à l'état d'avancement du gisement à exploiter et de la remise en état effectuée. Pour cela, l'exploitant doit s'appuyer sur l'arrêté du 09/02/04 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées et peut se faire accompagner d'un bureau d'étude si besoin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 3-1, 3-2, 3-3, 3-5
Thème(s) : Risques chroniques, Identification et sécurisation du site
Prescription contrôlée : 3.1 AFFICHAGE. L'exploitant est tenu de mettre en place un panneau indiquant en caractères apparents son identité, les références de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté ; 3.3 CLOTURE. Le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace. Les accès et passages sont fermés par des barrières ou portes. Le danger est signifié par des pancartes. 3.5 ACCES. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique
Constats : 3.1. Le panneau à l'entrée de la carrière est à jour. 3.3 Le site est clôturé et l'entrée est fermée par un portail. 3.5 L'accès à la voirie publique se fait par un chemin de terre/sable. Il ne semble pas présenter de danger pour la sécurité publique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 5-2, 5 -4, 6-1, 7, 21
Thème(s) : Autre, Phasage et remise en état de la carrière
Prescription contrôlée : 5-2 DEBOISEMENT DEFRICHAGE. La pointe boisée à l'extrémité Nord de la parcelle 995, telle qu'elle figure sur les plans joints à l'étude d'impact, ne sera ni déboisée ni exploitée. 5.4 EXTRACTION. Matériaux extraits à la pelle hydraulique ou au chargeur. L'extraction progressera suivant les orientations proposées dans l'étude d'impact, à savoir : durant les deux premières phases d'exploitation de 5 ans, deux zones seront exploitées simultanément : -l'exploitation haute : du sud vers le nord jusqu'à la côte 787, - l'exploitation basse : de l'est vers l'ouest, jusqu'au substratum rocheux suivant sa pente naturelle. Les deux autres phases de 5 années concerneront la zone médiane d'est vers l'ouest avec une pente descendante jusqu'à la côte 780. Des talus résiduels, dont la hauteur n'excèdera pas 8 mètres, permettront de faire le lien entre les différentes zones. Ils seront purgés en tant que de besoin. 6-1 REMISE EN ETAT. Avancement de la remise en état déjà effectuée. 7-2. Maintien de la bande des 10m. 21 PLANS. L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : 5-2. Lors de l'inspection, il a été constaté sur la pointe boisée à l'extrémité nord de la parcelle 995 avait fait l'objet d'une coupe d'arbre.

L'exploitant a indiqué que celle-ci a été faite par la commune, sans son accord. La commune est propriétaire des terrains, et l'exploitant dispose d'un contrat de forage.

L'inspectrice s'est posée la question de la présente disposition de l'arrêté au regard de la situation constatée sur le terrain.

Il apparaît, selon les archives du dossier (rapport de commission de carrière de 2001), que cette mesure avait été entreprise pour éviter le dépôt d'une autorisation de défrichement.

Après consultation de la DDT, il apparaît que la coupe d'arbre n'est pas considérée comme un déboisement. En effet, le défrichement ou le déboisement consiste à détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière. Ce n'est pas le cas ici. Cette opération pouvait donc être entreprise.

Cependant, **il est rappelé que les représentants de la commune ou toute autre personne extérieure ne peuvent pénétrer dans le périmètre de carrière sans avoir obtenu l'autorisation de l'exploitant.** L'exploitant est responsable des personnes présentes sur site, y compris en cas d'accident.

La disposition 7-1 de l'arrêté préfectoral du 16/01/2001 le précise : « Durant les heures d'activité, l'accès de la carrière sera contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations. En dehors des heures ouvrées, les accès sont fermés. »



5.4 Un plan d'exploitation de 2019 a été présentée. La côte minimale de la partie haute est bien respectée.

L'extraction se fait à la pelle, depuis le haut, sur un unique front. La hauteur du front est de 12 m, dont 2 m de stériles. La hauteur est limitée selon l'arrêté préfectoral à 8m. Ce point avait été relevé lors de la précédente inspection. L'exploitant doit poursuivre l'abaissement des fronts en cours d'exploitation jusqu'à atteindre les 8 m de hauteur maximum, sauf à demander une modification des conditions d'exploitation en justifiant de la stabilité des fronts de plus de 8 m sous 3 mois.



6-1. les anciens bassins de décantation sont remis en état. Les stériles permettent la remise en état au nord, l'exploitation se poursuit sur la partie sud.



Les bassins de décantation ont été déplacés en partie basse pour être au plus proche de la station de lavage en place.

7-2. la bande des 10 m est respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit poursuivre l'abaissement des fronts en cours d'exploitation jusqu'à atteindre les 8 m de hauteur maximum dans les meilleurs délais, sauf à demander une modification des conditions d'exploitation en justifiant de la stabilité des fronts de plus de 8 m sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : Sous 3 mois ou dans les meilleurs délais

N° 4 : Risque accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 14, 15

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque accidentel

Prescription contrôlée :

9-1. PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES. Les stockages de produits dangereux doivent être sur rétention.

14-4 INCENDIE : contrôle des dispositifs incendie chaque année. 1

Constats :

9-1. les produits dangereux sont stockés dans un local fermé sur rétention.

14-4. Le dernier contrôle des dispositifs incendie a eu lieu le 21/02/24.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 9-2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : 3-4. Une plateforme étanche pour l'entretien et le ravitaillement des engins mobiles est réalisée. 9-3 QUALITE DES EFFLUENTS REJETES. Contrôle des mesures.
Constats : 3-4. Le site ne dispose pas de plateforme engin étanche pour le ravitaillement. Une attention particulière doit être portée lors des ravitaillements pour éviter les égouttures, du matériau absorbant doit être mis à disposition ainsi qu'une rétention souple notamment en cas d'opérations type entretien. 9-3. Pas de rejet d'eau au milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion du bruit
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué. Les valeurs relevées doivent respecter les maximums prévus par le présent article. Pas de fréquence prévue à l'arrêté.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de mesures de bruit. En l'absence de plaintes, il n'est pas nécessaire d'en mener une.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières sur la carrière, ainsi qu'aux installations de traitement des matériaux . Pas de fréquence prévue à l'arrêté.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de mesures de retombées de poussières. En l'absence de plaintes, il n'est pas nécessaire d'en mener une.
Type de suites proposées : Sans suite